LE RESTAURANT DE L'ILE SAINT GERMAIN OCCUPE PAR SES SALARIES SANS PAPIERS EN GREVE

SOLIDARITE

Au restaurant de l'Île Saint Germain d'Issy les Moulineaux, 19 salariés sans papiers sont en grève. Certains sont employés là depuis l'ouverture du restaurant en 1998. Plusieurs logent à Issy les Moulineaux.

Non seulement ces travailleurs contribuent par leur travail au bon fonctionnement d'un restaurant réputé qui fait partie de l'image de la Ville mais en payant impôts et cotisations, ils contribuent aussi au développement de l'économie nationale.

En décembre dernier, la direction a profité de la nouvelle loi sur l'immigration pour licencier dix d'entre eux.

Le vendredi 30 mai, les travailleurs sans papiers du restaurant de l'Île ont entamé une grève, avec le soutien de la CGT et de l'association Droits Devant!, pour obtenir leur régularisation.

Ils occupent une partie du restaurant , sans gêner la marche de la cuisine et l'accueil des clients : vendredi midi, 250 repas ont été servis.

Cependant, la direction a décidé le vendredi soir de fermer le restaurant mettant l'ensemble du personnel au chômage technique. En outre les 10 travailleurs licenciés qui sont présents sur les lieux ont été assignés au tribunal de Nanterre.

L'intransigeance des responsables du restaurant est d'autant moins compréhensible que d'autres restaurateurs, face à des démarches similaires de leurs employés, ont soutenu leurs revendications de régularisation.

Les dossiers de demande de régularisation ont été déposés à la sous préfecture de Boulogne qui aggrave les conditions pour la régularisation par rapport aux critères retenus dans les conflits similaires en voie de règlement. Excès de zèle ou manque d'humanité ?

Actuellement plus de mille dossiers sont en attente et les directives de Sarkozy et de son gouvernement sont d'expulser un maximum de travailleurs sans papiers, sans respect des droits de l'homme et du principe de fraternité inscrit dans la constitution

PCF, PS, LCR, LO, Les Verts vous appellent à soutenir ces travailleurs en lutte pour leur régularisation.

Venez les rencontrer et signer la pétition pour les soutenir (déjà plus de 300 signatures)

Nous sommes tous concernés!

Laisser nier les droits de ces travailleurs, c'est ouvrir la porte à la remise en cause d'autres droits pour tous.